

FEVRIER 2010 - N°9**NUMERO SPECIAL****2010-2020 : Libéralisme occidental contre capitalisme oriental**

L'Orient s'enivre de ses prouesses. L'Occident a des états d'âme. Après une longue période de leadership, l'Europe et l'Amérique semblent saisies par le doute. Elles ont le sentiment que leur heure est passée, que le balancier de l'Histoire se déplace inexorablement vers l'Asie. Elles s'étonnent que la prospérité des économies émergentes soit acquise au prix d'égratignures avec les valeurs - qu'elles imaginaient universelles - de liberté et de démocratie. Déconcertées par l'élan prodigieux des masses asiatiques, elles oublient qu'elles conservent d'immenses réserves de croissance. Leur suffirait-il de retrouver un peu d'énergie et de joie de vivre pour affronter le géant oriental à armes égales ?

L'Institut Presaje, en partenariat avec France-Amériques et Essec Alumni, avait réuni le 18 janvier dernier cinq personnalités autour du président Michel Rouger pour débattre de l'opposition croissante entre un Occident ralenti et un Orient emballé. Entre un modèle libéral occidental tempéré (c'est-à-dire mêlé d'amortisseurs chrétiens-démocrates et socio-démocrates) et un modèle de capitalisme oriental autoritaire. Pres@je.Com publie l'essentiel de leurs propos, introduits par Michel Rouger et conclus par François Ewald.

L'Occident face à la nouvelle loi d'un monde multipolaire**par Michel Guénaire***

Etrange sortie de crise. Les pays occidentaux semblent convaincus qu'il suffira de réformer le modèle qu'ils ont enseigné au monde entier pour effacer les conséquences du choc économique de 2008-2009. La réalité est différente. La carte géopolitique du monde se redessine sous nos yeux, explique Michel Guénaire, avocat associé du cabinet Gide Loyrette Nouel, et essayiste. De nouvelles puissances annoncent de nouveaux rapports de force sur une planète redevenue multipolaire.

Au commencement de cette année 2010, « l'après-crise » nous inspire des sentiments

contradictoires. D'un côté, nous avons l'impression que rien n'a changé. Les entreprises continuent d'être ce qu'elles sont et de suivre les mêmes règles, tandis que les Etats, après l'effort des plans de relance, reviennent sur leur position régulatrice initiale. Il y a comme une étonnante stabilité des gens, des institutions et des gouvernements.

Mais d'un autre côté, nous avons le sentiment que tout est en train de changer. On s'aperçoit que les principales puissances économiques de l'Occident échouent dans leurs efforts de sortie de crise, qu'elles se heurtent à des limites, sinon à des murs, à l'intérieur comme à l'extérieur, parce qu'en face d'elles de nouvelles puissances émergent ou confirment leur émergence. C'est de ce monde multipolaire nouveau, ou renaissant d'un point de vue historique, dont je voudrais parler. Nous pressentons qu'en réalité un nouveau monde est en train de naître.

Pour essayer de donner un sens à ce paradoxe – tout change, rien ne change - six brèves observations :

1 - La crise qui frappe notre monde est bien la crise d'un modèle économique qui a été conçu, organisé et développé par l'Occident.

L'échelle du temps peut être observée sous des angles variés. On peut se contenter de remonter à vingt ans, en observant ce qui s'est passé depuis la chute du mur de Berlin, quand toute alternative à la voie libérale semblait avoir disparu. On peut remonter beaucoup plus loin en amont. De bons ouvrages nous rappellent aujourd'hui que tout a peut-être commencé au moment des grandes expéditions du XV^{ème} siècle.

Ce qui est clair, c'est que la crise économique, financière, politique et sociale que nous connaissons est bien celle d'un modèle qui a été conçu, organisé et développé par les Occidentaux. Ce modèle reposait à la fois sur des standards d'organisation politique et des standards d'organisation économique. Ce modèle, que nous avons vendu dans le monde avec la mondialisation des vingt dernières années, entre dans une crise grave et profonde.

2 - La réponse de l'Occident à la crise est fondée sur de simples réformes techniques, non une véritable refondation du modèle inventé par lui.

Toutes les recettes mobilisées par les gouvernements occidentaux visent à donner un meilleur équilibre, inspirer un comportement plus sage, assurer une meilleure régulation du modèle économique suivi par eux depuis plus de vingt ans. J'en veux pour preuve la volonté des gouvernements d'encadrer les bonus des banquiers, de définir de nouvelles normes comptables prudentielles pour les acteurs économiques ou encore de mettre fin à l'existence des paradis fiscaux.

Dans une crise qui remet en cause les fondamentaux de son modèle, l'Occident donne le sentiment de vouloir s'en tenir à une correction à la marge de ses erreurs. Pire, l'Occident, au-delà des aménagements qu'il est prêt à apporter à son modèle, reste fidèle à son vieux projet messianique : convertir, continuer de convertir, continuer d'inviter les autres pays du monde à retenir son modèle. J'avais récemment un échange avec la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, sur les réformes en cours au sein de l'Union européenne. Il était frappant qu'à ses yeux nous devions faire deux choses : définir de bonnes règles réformant

le capitalisme libéral, et faire tout notre possible pour que l'ensemble du monde les suive. Elle pensait que la sortie de la crise serait règlementaire.

3 - La sortie de la crise ne sera pas règlementaire, ou ne se résumera pas à l'adoption de nouvelles règles comme l'espère l'Occident, mais sera géopolitique.

L'issue de la crise me paraît être, en effet, une nouvelle relativité des puissances économiques de l'Occident qui sont frappées par une forte récession et l'assaut d'une nouvelle pauvreté, en face de nouvelles puissances économique qui, à l'Est du monde, désirent s'organiser comme bon leur semble, et recherchent la voie d'un développement nouveau, offensif et décomplexé. La crise rebat les cartes des puissances et des modèles économiques suivis par ces puissances dans le monde.

On distinguait il y a cinq siècles cinq grandes puissances dans le monde, qu'un ethnocentrisme occidental nous a fait perdre de vue. Il y avait l'empire des Ming, établi en 1368, qui reposait sur une administration très centralisée, très éduquée, très éclairée, la fameuse administration confucéenne, qui bénéficiait d'une technologie supérieure à celle de l'Occident sur de nombreux points et qui, à l'époque, avec plus de cent millions d'habitants, représentait la première puissance du monde. Souhaitant résister aux menaces de conquêtes de leur territoire tentées par les hordes d'Asie centrale, dont les Mongols, les Chinois allaient se replier sur leurs terres et on n'allait plus entendre parler de la Chine pendant une longue période.

Au même instant, toujours il y a cinq siècles, deux Etats se disputaient l'influence islamique. D'un côté, l'empire Ottoman qui connut son apogée jusqu'au début du XVIe siècle, sous Soliman le Magnifique, et de l'autre, l'empire des Moghols qui occupaient l'Inde et allaient préparer le sous-continent, avant l'impulsion anglaise, à exercer le rôle de puissance que l'on connaît aujourd'hui. A côté de ces trois empires, il y avait la Russie et le Japon. Les deux ne prétendaient jouer aucun rôle universel, mais avaient déjà les caractéristiques géographiques et historiques de grandes puissances.

4 - La Chine, la Turquie, l'Inde, le Japon et la Russie, avec des défis de cohésion et d'expansion qui leur sont propres, sont aujourd'hui cinq puissances qui comptent dans le monde.

La crise nous apprend, d'abord et avant tout, à découvrir ou redécouvrir de nouveaux partenaires économiques, et, comme la richesse propre de l'Occident est devenue relative, à mesurer la relativité du modèle économique qui a porté notre croissance. Nous ne pouvons plus imaginer un ordre des échanges du monde uniquement gouvernés par les lois du libre-échange. Les marchés du monde appartiennent à des régions, à l'intérieur desquelles il faudra de plus en plus composer avec le pouvoir politique.

Les puissances qui font face à l'Occident annoncent, de surcroît et plus essentiellement sur le plan diplomatique, la fin d'un leadership occidental. Les organisations multilatérales qui ont été mises en place dans notre monde, de la Société des Nations à l'Organisation des Nations unies, le mode de règlement des conflits internationaux, l'établissement de normes internationales, ont été le fruit d'un droit international public issu de la culture politique occidentale. Nous avons appris dans les Facultés de droit que ce droit était un droit des

gens qui était distribué à tout Etat souhaitant accéder à l'ordre du monde et participer aux conférences le réglant. Les cinq puissances que j'ai citées étaient plutôt rentrées dans cet ordre diplomatique conçu, organisé et développé par l'Occident. Longtemps, elles n'ont prétendu à aucun leadership international, hormis celui des pays du Tiers monde, c'est à-dire et déjà, des pays non occidentaux.

5 - L'organisation du monde vers lequel nous allons est celle d'un équilibre des puissances ou des grandes régions du monde, qui dépasse l'utopie incantatoire d'un ordre du monde.

La réponse immédiate et collective à la crise financière de 2008, puis les ajustements que les Etats ont arrêtés dans leurs plans de relance pour répondre à la crise économique en 2009, ont mis en évidence un nouveau mode de concertation entre les nations du monde. Les idées, les recettes, les programmes n'ont plus été l'apanage d'un seul camp, ou, en tout cas, n'ont pas été appliquées dans un seul camp. Toutes les nations du monde ont réfléchi et agi de concert.

La traduction la plus frappante a été la tenue des deux G 20 au cours de l'année dernière. On rappellera que le G 20 accueille des puissances jadis exclues du concert des nations et qui voudront sans doute compter davantage dans le monde de demain, mais qu'il va aussi devoir rivaliser, dans les mois et les années qui viennent, avec le G 8 - lui-même né d'un G7, lui-même né d'un G5, lui-même né d'un G3 -, qui a toujours rassemblé les seules économies libérales du monde, et que la France veut cependant élargir à un G 14. On parle aussi d'un G 2, associant les Etats-Unis et la Chine. Le temps annoncé des conférences internationales est en train de bouleverser la scène diplomatique internationale, et, bien sûr, de partager le pouvoir dans le monde.

6 - Le monde ne va sans doute pas cesser d'être libéral, mais cessera sûrement d'être occidental.

Un relativisme économique précède et annonce ainsi un relativisme diplomatique. C'est, à mes yeux, le principal enseignement qu'il nous faut, nous Occidentaux, tirer de la crise. Le monde ne cessera pas d'être acquis, les régions du monde non-occidentales ne cesseront pas d'être conquises, par les recettes et la capacité de séduction de la loi du marché, car elles voudront toujours tirer toujours le meilleur profit de ce legs de l'Occident.

Nous entrons seulement dans un nouveau temps où ce que nous avons imaginé comme étant le ressort de la création de richesses des nations sera repris par chaque région du monde avec sa culture, ses repères, son propre territoire d'influence dans sa propre région du monde. Nous pensions depuis longtemps qu'il y avait d'un côté les préjugés éclairés de l'Occident, et de l'autre le présumé archaïsme culturel de l'Orient. J'ai l'intime conviction que la balance des intérêts contestera dorénavant la formation de toute vérité occidentale.

Désormais, investir dans un pays, cela consistera de moins en moins à venir avec les catalogues de la Banque mondiale, mais intégrer, respecter et se conjuguer avec le réceptacle de la culture du pays dans lequel on investit. Il n'y a plus d'investissement absolu dans son principe. Il y a un urgent défi de reconnaissance et de respect des cultures des

pays du monde.

Derrière ce discours de réalisme rude qui refait surface dans le monde, d'une Chine orgueilleuse qui n'écoute que ses intérêts, qui ne s'engage pas à Copenhague, comme d'ailleurs les Etats-Unis, qui parle aux Etats auxquels elle veut parler, dont le Soudan, en répondant que les Américains parlent bien à l'Arabie Saoudite, dans ce monde de grande relativité, il faut voir les conditions de la paix moderne. Après les deux guerres mondiales, l'Occident avait pensé que la paix serait procurée par un « ordre » mondial. J'ai la conviction que la paix de demain sera procurée par un « équilibre » mondial. En d'autres termes, le temps de « l'ordre » du monde laisse la place au temps d'un « équilibre » du monde. Pour l'Occident, cela peut être l'occasion d'affirmer de nouvelles ambitions, mais il lui faudra au préalable se plier à une sévère leçon de modestie.

**Dernier ouvrage : « Il faut terminer la révolution libérale », Flammarion, 2009*

Ne pas casser la dynamique du capitalisme

par Xavier Lagarde*

En Europe – et particulièrement en France – le modèle capitaliste s'est forgé au terme d'un compromis avec l'héritage catholique. Il combine individualisme et logique collective. Face à des concurrents asiatiques sans états d'âme, l'Occident n'a aucune raison de tomber dans des excès de repentance. Xavier Lagarde, professeur à l'université de Paris Ouest Nanterre, plaide pour un libéralisme pragmatique et exigeant.

La crise actuelle est de nouveau l'occasion d'une avalanche de critiques sur le capitalisme. Les discours sur ses inévitables contradictions retrouvent de l'audience. Je crains que, dans le contexte actuel, qui met aux prises le libéralisme occidental avec le capitalisme oriental, cette dénonciation sans nuance ne soit la meilleure façon de nous tirer une balle dans le pied.

Dans la société française, mais aussi probablement dans une bonne partie des sociétés européennes, le capitalisme a toujours été en situation de compromis. La France est fille aînée de l'Eglise catholique, elle a prêté une oreille attentive aux chants de la lutte des classes (laquelle, soit dit en passant, rend assez bien compte de ce qui s'est joué chez nous à la fin du XIXème et au début du XXème siècle). Elle n'a donc jamais été spécialement à l'aise avec la posture capitaliste dont la matrice est ce qu'on peut appeler l'acte d'investissement. Qu'est-ce à dire ? Investir, c'est immobiliser des actifs, généralement du numéraire, avec l'espoir que de cette immobilisation (aux fins le plus souvent de financer une activité), il résultera un accroissement de ces actifs. Pour le capitaliste, ce qui compte, c'est le retour sur investissement. Il échange sans doute, mais ce qui importe, c'est moins le lien créé grâce à cet échange, que les biens que celui-ci procure. Le capitaliste ne s'intéresse à l'autre qu'en considération de ce que celui-ci peut lui rapporter. Nous sommes

donc bien loin du don de soi et des solidarités chères à la doctrine catholique. Nous sommes en revanche bien proches de la lutte des classes dès lors que cet individu qui cherche son enrichissement est bien vite soupçonné de l'obtenir au détriment d'autrui.

La solution française a consisté à dissoudre le fait capitaliste dans une logique collective. La volonté de croissance qui caractérise l'esprit capitaliste a ainsi été mise au service de l'intérêt général et non des individus. Traduction macroéconomique : l'économie est très largement sous contrôle de l'Etat. Traduction microéconomique : l'entreprise est conçue comme une collectivité au sein de laquelle bailleurs de fonds et travailleurs, malgré des intérêts divergents, s'associent en vue de la réussite d'un projet commun ; le tout sous l'arbitrage du chef d'entreprise, issu d'une technocratie dans le cas des grandes entreprises - pour une grande partie formée dans les grands corps d'Etat. C'est ce qu'on a appelé la conception institutionnelle de l'entreprise et qu'on valorise aujourd'hui sous l'expression de capitalisme d'entrepreneur.

Assez curieusement, lorsqu'il fonctionnait, ce modèle n'a jamais fait l'unanimité. Aujourd'hui qu'il ne fonctionne plus, on le valorise de toutes parts. Cela pour condamner le capitalisme financier qui a dissout les logiques collectives et mis la croissance au service des seuls intérêts individuels, spécialement ceux des traders et autres concepteurs de produits financiers. Tout se passe comme si nous pleurions ce que nous avons su faire et que désormais, les capitalistes orientaux feraient à notre place (le capitalisme chinois est assurément un capitalisme d'Etat).

Ce lamento me paraît sans efficacité. Il n'est plus temps d'espérer un retour de l'ambigu capitalisme d'entrepreneur à la française et un effacement du capitalisme financier. Ceux qui en ont porté l'avènement comme ceux qui le contestent si durement sont de longue date ralliés à l'individualisme qui en est le ferment.

Les principaux acteurs et bénéficiaires du capitalisme financier sont très largement issus des institutions les plus représentatives de la méritocratie républicaine. En forçant le trait, ce sont de brillants ingénieurs qui, à la sortie de leur école, grande naturellement, ont choisi la finance plutôt que l'industrie. Devinez pourquoi ? Quoi qu'il en soit, le choix du capitalisme financier est le fait d'élites parfaitement normalisées. Elles ont agi en toute bonne conscience avec ce sentiment de l'avoir-droit que procurent les réussites institutionnellement reconnues. La déferlante financière n'est pas le fait d'une invasion. Elle a pris source au cœur du système. Sans doute n'est-ce pas totalement un hasard si la figure du trader déviant s'est incarnée au travers d'un personnage qui, au fond, était un « petit chose » venu d'une lointaine province et soucieux de prendre sa revanche sur ses collègues issus du sérail.

Les contestataires sont dans une autre situation. Assurément les classes moyennes (et moins que moyennes) souffrent. Cependant, elles sont très largement acquises à la cause de l'individualisme. Le vecteur de cette conversion, ce ne sont pas les bonus mais les acquis sociaux. Ces derniers ont donné aux individus deux choses :

- Pour ceux qui travaillent, la possibilité de se concevoir une existence en dehors du travail. Des horaires qui ne consomment pas toute la force vitale, des rémunérations qui permettent mieux que le simple entretien de cette dernière, une sécurité sociale qui tempère les aléas

de l'existence. Ainsi le travailleur devient-il un individu. Il en a le loisir. Et cet individu, détachable de son travail, peut ainsi considérer ce dernier, et donc les investissements qu'il consent à la lumière de ce qu'ils rapportent.

- Pour ceux qui ne travaillent pas, les filets de protection ont permis de survivre. En 2002, le cumul des aides au profit d'un couple sans emploi avec deux enfants était de 1,7 fois le SMIC.

Tout ceci a contribué à une transformation de la valeur travail. Celle-ci n'est plus apparue comme un dû à la collectivité, mais comme un bien que les individus mobilisent s'ils y trouvent leur compte. Le succès de la formule « travailler plus pour gagner plus » en est une bonne illustration. Par rapport à son travail, sa seule richesse le plus souvent, le travailleur est devenu un capitaliste.

On peut se dire qu'avant c'était mieux. On peut aussi se dire que la généralisation de l'individualisme est le fruit d'une évolution souhaitée. Nous l'avons voulu, assumons. La fierté sied mieux que le repentir. D'autant qu'au soutien de la cause individualiste, les arguments ne manquent pas :

- D'un point de vue théorique, la possibilité donnée à chacun de construire son devenir peut être considérée comme un projet séduisant. L'esprit des Lumières n'est pas si loin. Au reste, une longue tradition intellectuelle valorise, non pas le dévouement aux choses communes, mais, en quelque sorte, le courage d'être soi. Persévérer dans son être, autant qu'il est en nous même disait Spinoza.

- D'un point de vue plus pratique, les individualistes ne font pas que du tort à la collectivité. Les brillants entrepreneurs sont souvent des individus qui ne supportent pas les contraintes du salariat. Ceux qui inventent sont ceux qui ne se satisfont pas des savoirs constitués. Les plus grands artistes sont réputés pour prendre des libertés avec l'académisme. L'individu qui sait entrer en polémique avec les acquis que lui livre sa collectivité d'appartenance est celui sans qui cette dernière ne saurait progresser.

La critique du capitalisme est une critique de l'individualisme. Elle est un reniement de notre héritage et elle est malvenue.

Au regard du capitalisme oriental, la question que nous devons nous poser est celle des moyens de la survie de cet héritage (et non d'une remise en cause) ? Il faut me semble-t-il pratiquer un libéralisme pragmatique et exigeant.

- Un libéralisme pragmatique. La réussite des individus ne se conçoit pas sans réussites collectives. Il nous faudra donc demain de belles entreprises, créatrices de richesses et d'emploi. Il faut donc convaincre les talents de reprendre le chemin de l'innovation industrielle et technologique. Dans un contexte individualiste, il faudra donc les intéresser. De ce point de vue, la volonté de cantonner les rémunérations de la finance, l'ambition de recréer des liens entre l'enseignement supérieur et la recherche et le monde économique vont dans le bon sens. Sans doute faudra-t-il revoir le régime des inventions de salarié, sans doute aussi faudra-t-il développer le capital risque, sans doute unifier les régimes de

protection entre salariés et travailleurs indépendants...

- Un libéralisme exigeant. Aucune doctrine n'a la valeur d'une martingale. L'individualisme est susceptible de dérives. Tel est le cas lorsque les individus en font le moins possible pour espérer le gain maximum. Certains financiers ont montré le mauvais exemple. Ils ne sont pas les seuls. Tous ces individus qui participent à ses émissions de télé-réalité en espérant une gloire que justifie bien peu d'investissement ne font guère mieux. L'individu qui aspire à croître doit engager quelque chose. Notre bon vieux Code civil rappelait qu'il n'est pas de contrat sans objet. Et cette exigence vaut toujours.

Le problème, ce n'est pas l'excès de capitalisme c'est l'insuffisance des capitalistes.

**Dernier ouvrage : « Juste capitalisme », Litec éd., 2009*

L'arme anti-crise : Gladstone plutôt que Keynes

par Jean-Marc Daniel*

C'est une histoire qui avait commencé vers 1760 du côté de Manchester et qui se poursuit aujourd'hui en Chine et dans les jeunes puissances émergentes. Pour Jean-Marc Daniel, professeur à l'ESCP et à l'École des Mines de Paris, plutôt que de chercher à traiter le choc de 2008-2009 avec les recettes de la crise de 1929, mieux vaudrait en revenir aux deux principes qui, selon Gladstone, garantissent la force d'une nation : avoir – et encourager – les entrepreneurs et un Etat qui se soucie strictement de l'équilibre de ses finances.

Quels sont les enjeux de la décennie à venir pour la France et pour l'Europe, compte tenu de l'évolution de nos sociétés ?

D'abord deux remarques.

La première est que le plus grand économiste était André Gide. Cela se confirme parce qu'il est revenu d'URSS en disant ce qui s'y passait. J'attends que quelqu'un rentre de Chine en disant ce qui s'y passe vraiment. J'attends l'André Gide de la Chine qui nous débarrassera de la sino-béatitude et qui nous dira vraiment que les pays mercantilistes ont été condamnés au XVIIe siècle et qu'ils le seront au XXIe siècle. Je vais vous expliquer pourquoi.

La deuxième : je ne comprends pas l'expression de « capitalisme financier ». La seule fois où j'avais repéré que l'on parlait de « capitalisme financier », ce n'était pas pour cette crise mais dans un livre de 1910, d'un socialiste qui s'appelait Hilferding, qui était un personnage très important de la pensée économique, que l'on ferait bien de lire aujourd'hui pour deux raisons.

Il avait annoncé un certain nombre de choses qui étaient aussi péremptoires que ce que nous avons sur le capitalisme financier actuel, et aucune ne s'est vérifiée. C'est la force de

la prévision péremptoire.

Ensuite, chose plus triste et je le dis de façon incidente, il s'était réfugié ici parce qu'il était social-démocrate allemand et, en 1940, la police française l'a livré aux Nazis parce que cela faisait partie des conditions de l'armistice.

Nous sommes dans un endroit – France-Amérique – où l'on vante les mérites de la démocratie et je pense que la démocratie, en tant que valeur, dépasse l'Occident. L'Occident n'a pas toujours connu la démocratie et des gens, dans ce pays, ont livré un réfugié politique allemand à la Gestapo en 1940 sur la base d'un traité parce que cela faisait partie des conditions d'armistice. Tout cela pour dire qu'à mon avis la démocratie, la liberté, c'est quelque chose qui dépasse nos valeurs, que je considère comme étant partagé, mais fragile. On peut être démocrate en Asie, on peut être démocrate en Chine et on peut être salopard à Paris.

Que s'est-il passé et qu'est-ce qui est actuellement en crise ? Ce n'est pas le capitalisme qui est en crise et ce n'est pas le libéralisme. Je pense que l'on va même vers un monde qui sera de plus en plus libéral.

Ce qui est en crise, ce n'est pas le néolibéralisme, le néocapitalisme. Tout cela à mes yeux n'existe pas. Ce qui est en crise, c'est un mode de fonctionnement de l'économie américaine que j'ai qualifié dans mon livre de « keynésianisme néoconservateur ».

Grosso modo, le schéma économique intellectuel américain qui a été mis en place dans l'après-guerre sous la présidence Truman a vécu, au travers de tous les présidents des Etats-Unis, avec l'idée que l'on maintenait de la croissance économique en augmentant la demande. C'est le principe de base qui permet de résoudre la crise de 1929.

Comme l'indiquait Keynes lui-même, dont la seule pensée toujours d'actualité est de dire que l'on fait toujours de la politique d'économiste mort pour répondre à des crises dépassées, les Etats-Unis mènent la politique d'économie d'un homme mort qui est Keynes pour répondre à une crise qui est passée (celle de 1929).

C'est d'ailleurs tellement vrai que l'on n'arrête pas de nous dire que l'on a de la chance d'avoir M. Bernanke à la Réserve Fédérale des Etats-Unis parce qu'il est le grand spécialiste de la crise de 1929 ! C'est dommage, j'aurais aimé qu'il soit le spécialiste de la crise de 2008. Il répond d'ailleurs très pertinemment à la crise de 1929, et c'est cela qui est inquiétant.

Cette politique économique est une politique économique dans laquelle on injecte en permanence de l'argent. C'est l'arbitrage de Phillips : pour résoudre le chômage, on risque d'avoir de plus en plus d'inflation et, si on a de plus en plus d'inflation, on l'a vu pour la Grande-Bretagne dans les années 50-60, la monnaie est menacée de dévaluation. Quand elle est menacée de dévaluation, elle l'est par rapport à une référence. La livre sterling des années 50-60 était en permanence menacée de dévaluation par rapport à l'or.

Quelle est la grande astuce des Etats-Unis pour que le dollar ne soit pas menacé de

dévaluation vis-à-vis de l'or ? C'est de supprimer l'or.

Vous mettez en place un système dans lequel votre monnaie n'est menacée de rien puisqu'elle ne se réfère à rien, et vous instaurez une régulation par la demande, c'est-à-dire que vous injectez en permanence du pouvoir d'achat pour essayer de maintenir une situation dans laquelle il n'y a pas de chômage. C'est sur ce système que fonctionnent les Etats-Unis.

Vous avez en regard de cela effectivement un déséquilibre offre-demande. Pour avoir la certitude que vous atteignez le plein-emploi, un mécanisme d'arbitrage de Phillips se met en place. Plus vous avez de création d'emplois, plus vous avez de tension entre l'offre et la demande, une demande qui devient excessive et vous avez soit de l'inflation, soit de l'importation de biens extérieurs.

Les Etats-Unis ont trouvé, face à eux, un Etat mercantiliste. Ils ont trouvé un Etat prêt à leur vendre à un prix ridiculement bas. Ils ont donc évité l'inflation sous forme de hausse des prix.

Ils ont trouvé un Etat qui accumule des dollars. La Banque Centrale de Chine a 2 400 milliards de réserve, mais ce n'est pas le pays qui a le plus de dollars. C'est le pays où il y a le moins de système bancaire organisé qui permette de diffuser ces dollars.

L'excédent commercial chinois est récent.

En 1978, quand je faisais mes études, on venait de sortir les statistiques de la Banque mondiale et c'était la grande époque où l'on nous annonçait déjà que le Japon allait conquérir le monde. On avait une espèce de commisération assez méprisante et ridicule pour la Chine qui était de très loin le pays le plus pauvre du monde. Quand je faisais mes études, on racontait que, pour aller à l'Assemblée générale des Nations Unies, Deng Tsiao Ping était obligé d'emprunter les dollars qui lui permettaient d'acheter les billets d'avion et qu'il finissait par acheter le billet d'avion à la China Airlines. Surtout, la compagnie chinoise n'avait pas assez de dollars pour payer le droit d'atterrissage sur l'aéroport de New York et les Etats-Unis, qui étaient en train de nouer cette alliance privilégiée dont on parle, ont fait une espèce de geste et ont payé le droit.

La Chine n'avait pas de dollars à l'époque. Or, le Japon les accumulait. Cela fait cinquante ans que le Japon accumule des dollars. Cela fait cinquante ans que l'Allemagne accumule des dollars. Ils ne sont évidemment pas dans la Banque Centrale du Japon, ni dans celle d'Allemagne, ni dans la BCE. Monsieur Trichet veille au grain. Dès qu'il voit arriver un dollar, il ne le ramasse pas. Ramasser un dollar, c'est ramasser la promesse qu'un jour les Américains se mettront à travailler. Monsieur Trichet n'est pas fou. Il ne va pas s'engager dans cette aventure. Les dollars, il ne les ramasse pas !

Celui qui ramasse les dollars est celui qui est en train de se faire avoir par les Etats-Unis. Les Américains ont mis en place ce système. Cela peut durer jusqu'au moment où l'inflation traditionnelle réapparaît.

Quand l'inflation traditionnelle a-t-elle réapparu ? Lorsque cette masse colossale de dollars

en circulation a eu un impact. Dans n'importe quelle économie, lorsque la quantité de monnaie en circulation augmente et que la quantité de travail en face n'augmente pas aussi vite, on finit par avoir de l'inflation sous forme de bulle. Il y a eu des bulles spéculatives.

L'économie mondiale s'est heurtée à ce déséquilibre offre-demande aux Etats-Unis qui injectent de la monnaie en permanence dans le système de l'économie mondiale, ce qui se traduit par des hausses de prix et une inflation déguisée, dans un premier temps en déficit extérieur américain, dans un deuxième temps en bulle. Ce qui est à l'origine de la crise, c'est le durcissement brutal de la politique monétaire pour lutter contre ces bulles qui étaient en train d'apparaître.

On peut rentrer dans le détail et se demander s'il était très sain de prêter aux pauvres. Aux Etats-Unis, on s'est mis à prêter aux pauvres. Le principe de base du banquier est de prêter aux riches. Le principe de base du socialisme défunt, celui qu'incarne encore soi-disant la Chine, l'économie socialiste de marché, c'est-à-dire une économie qui n'est ni socialiste ni de marché, était de promettre aux pauvres qu'ils étaient aujourd'hui pauvres, mais qu'ils seraient demain riches.

Le système financier américain a dit aux pauvres : « Vous êtes riches et vous ne le savez pas. On va vous prêter et vous êtes riches. Ainsi, vous pourrez acheter une maison dont la valeur va s'accroître ». La maison en question est en train d'être rasée parce qu'elle ne vaut plus rien, mais on leur a promis, on leur a expliqué qu'ils étaient riches.

Encore une fois, je résume mon propos parce que c'est important pour moi, ce système n'est ni capitaliste, ni libéral. C'est un système keynésien néoconservateur.

Dans la période démocrate, on injectait de l'argent en augmentant les dépenses publiques. Dans la période républicaine néoconservatrice, on injecte de l'argent en baissant les impôts. Le vrai problème est que l'on a déshabitué le peuple américain à payer des impôts.

La pression fiscale sur les Etats-Unis est revenue à des niveaux qui étaient ceux des années 1910-1920.

Encore une fois, la conséquence est la suivante : on injecte de la monnaie, un arbitrage de Phillips mondial s'installe, de moins en moins de chômage et une menace permanente d'inflation.

La Chine est-elle une menace dans tout cela ?

Je fais partie des naïfs qui pensent au « win win ». Que va-t-il se passer en Europe ? Je pense que nous vivons une transition, une phase nouvelle dans un processus qui a commencé dans les années 1760 en Europe où l'on est sorti de l'économie pénurie, qui était l'économie socialiste, l'économie mercantiliste, l'accumulation de signes monétaires pour passer à une économie de croissance. Comment cela s'est-il fait ? Je ne sais pas. Je ne sais pas ce qui a pris aux Anglais dans les années 1760 de se mettre à travailler. L'économie rurale du XVIIe siècle comme l'économie socialiste soviétique du XXe siècle étaient des économies où l'on faisait semblant de travailler, en échange de quoi on faisait

semblant de vivre.

Donc, les Anglais se sont mis en 1760 à travailler. Je ne sais pas ce qui leur a pris, mais toujours est-il que, depuis, le monde entier est en train de se mettre au travail. Concrètement, des millions de paysans quittent une société médiocre, une vie médiocre, répétitive, faite de routine mais assez peu productive pour aller dans des usines et ensuite travailler dans des secteurs qui produisent de plus en plus. D'abord des objets et dans un deuxième temps, accéder dans ce que les économistes libéraux du XIXe siècle appelaient le moment où l'on passe de l'état de production à l'état stationnaire, c'est-à-dire où l'on échange de la culture, des idées. C'est ce qui est en train d'apparaître.

Ce processus, qui a commencé du côté de Manchester en 1760, est en train de gagner la Chine. Il gagne les continents et il gagne en ce moment les pays qui ont été les grands perdants du XXe siècle, c'est-à-dire les pays qui ont eu à subir les deux abominations du XXe siècle qu'ont été le communisme et le colonialisme. On nous parle de la Chine, mais quel pays a eu le plus de croissance sur ces quinze dernières années ? Au regard des statistiques qui sont fiables, il s'agit de la Slovaquie. Si l'on regarde l'évolution du nombre de chômeurs en Slovaquie en 2009 par rapport à 2008 – l'OCDE vient de sortir son rapport sur la situation de l'année prochaine –, en pleine crise, moins 10 000 chômeurs. Le chômage a baissé de 10 000 personnes en Slovaquie. Pour quelle raison ? Les Slovaques ne sont pas plus géniaux que nous. Ils se sont payés quarante ans de communisme et ils repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée.

Les Chinois repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée. Ils ont une revanche à prendre. Pour l'anniversaire de la Révolution, les 60 ans de la création du régime, les soldats ont fait 169 pas, ce qui correspond au nombre d'années qui les séparent du traité de Nankin, c'est-à-dire du moment où les Anglais les ont humiliés.

Le coup de génie de Nixon dans les années 70 est d'avoir repéré que les Américains et les Chinois avaient les mêmes amis. Historiquement, les Américains et les Chinois détestent les Anglais et les Japonais. Il s'agit d'un jeu assez subtil et compliqué. Ce compromis qui consistait à aller chercher les Chinois, c'est aussi aller chercher un pays qui avait été humilié, brisé par le colonialisme et le communisme. Que ce pays refasse surface me paraît normal. Ce pays, qui représente 25 % de la population mondiale, représente encore 7 % de la production mondiale. Il y a donc des raisons.

Si vous avez peur que les Chinois vous concurrencent, sachez que les Chinois ont compris que les Indonésiens vont les concurrencer, que les Vietnamiens vont les concurrencer, que les Nigériens vont les concurrencer. Le processus en cours n'est pas un processus chinois. C'est un processus mondial. C'est la fin de la paysannerie, de l'exode rural et c'est la croissance économique grâce à la fin de la paysannerie.

Sommes-nous morts dans tout cela ? J'ai appelé mon livre « le taureau » parce que le taureau était pour moi l'Europe, nous. C'était un discours de Gladstone. Mes étudiants ont du mal à savoir qui était De Gaulle et s'il était avant ou après Mitterrand. Quand je leur parle de Gladstone, ils me regardent avec de grands yeux. Je leur lis le discours de Gladstone de 1842 qui est à l'origine du libre-échange, qui est cette période où l'Angleterre commence sa grande expansion par le libre-échange et incidemment par la guerre de

l'Opium.

Gladstone explique que deux choses font la force d'un pays. Pour commencer, ses entrepreneurs. Je ne vois pas beaucoup d'entrepreneurs en Chine parce qu'il n'y a pas beaucoup d'entrepreneurs quand il y a un parti communiste. Un entrepreneur est quelqu'un qui lance une entreprise sans aucune visibilité. Il investit quelque chose que lui confie une banque pour faire quelque chose qu'il est absolument incapable de décrire et qui réussit. La première force de la Grande Bretagne en 1842, dit Gladstone, ce sont ses entrepreneurs et la deuxième force est le fait d'avoir des finances saines, c'est-à-dire d'avoir un Etat qui ne dépense pas plus qu'il ne gagne.

Le problème actuel du monde est que le déficit budgétaire mondial a été de 8,5 % en 2009. Le déficit budgétaire aux Etats-Unis a été de 13 % du PIB. Le déficit budgétaire anglais a été de 12 % du PIB. Le véritable enjeu est désormais là. L'Etat est mort parce qu'il passera son temps à essayer de sauver ses finances, de survivre. L'Etat est mort parce que sa capacité d'action est totalement obérée par les politiques irresponsables qui ont essayé de sortir de la crise par la fuite en avant. Il n'est pas mort parce qu'il y aura toujours des Etats, parce qu'il y aura toujours des gens qui feront la police et parce que l'Etat est consubstantiel à l'organisation humaine, mais la capacité de l'action de l'Etat est totalement brisée par l'endettement issu de la crise.

Les conséquences de cela sont les suivantes :

- Pour essayer de s'en sortir, l'Etat augmentera ses impôts. Parmi les économistes, la grande idée est de passer de la montgolfière au sablier. La montgolfière était la société des années 70, une grande société où c'était assez bien réparti et, comme il y avait de la croissance, tout le monde montait. Le sablier est que plus rien ne bouge. Il y a une grosse masse en bas de gens pauvres, une masse assez forte de gens riches, et les gens riches tombent parmi les gens pauvres.

Je ne pense pas que l'on aille vers une société en sablier. Je pense que l'on n'est pas dans la montgolfière, mais que l'on est dans une société qui commence à monter. Le seul véritable enjeu pour la classe moyenne sera d'engager des négociations avec ses mandants dans le cadre de la démocratie pour savoir sur qui paiera la facture de la dette. Qui paiera les impôts ?

Je pense à titre personnel que nous allons les payer parce que, si les entreprises les paient, il n'y aura pas de croissance économique. Là, effectivement, nous serons mal.

- Quand l'on regarde les évolutions de croissance potentielle que nous donnent les organismes internationaux, le problème de l'Europe est qu'elle est à la frontière technologique, c'est-à-dire qu'elle ne fait sa croissance que sur de nouvelles découvertes.

L'avantage de la Slovaquie est qu'elle fait sa croissance sur le travail et les techno centres de Renault et de Peugeot d'il y a trente ans. En France, Renault et Peugeot sont déjà là, ils ont déjà incorporé. A Flins, la productivité est déjà là. Il y a un problème d'efficacité.

La croissance potentielle telle qu'évaluée par l'OCDE au niveau américain sur la

productivité telle qu'elle s'est pratiquée sur les dernières années, c'est-à-dire la capacité technologique inventée par les Etats-Unis, est de 1 % par an. L'Europe est aussi à 1 % et les pays émergents sont à 2 ou 3 %, uniquement sur des bases d'incorporation de la technologie importée.

Le véritable enjeu est de savoir s'il y aura des découvertes scientifiques. J'en suis convaincu.

J'ai assisté à un déjeuner-débat au cours duquel le PDG de Peugeot indiquait que l'on ne réalise pas tout ce qu'ils ont dans leurs cartons. Tout le monde est persuadé que la voiture électrique est un débat sur la voiture électrique entre Mme Ségolène Royal et M. Raffarin avec le FSI qui dit qu'il ne faut pas prendre l'argent du contribuable pour essayer d'organiser un désastre industriel.

Ce n'est pas l'avenir. L'avenir, c'est ce que M. Varin, le patron de Peugeot, a dans ses cartons pour préparer une voiture qui pèsera trois fois moins lourd que les voitures qu'il met actuellement sur le marché.

Cela s'appelle la mécanique quantique, les nanotechnologies, l'introduction de progrès techniques et l'introduction dans le processus de production des progrès réalisés par les physiciens dans les années 60.

La capacité à générer de la croissance économique est là, à condition que l'on n'empêche pas les entreprises de faire de la croissance économique et qu'on les laisse investir.

Nous allons payer plus d'impôts parce que les Etats, aux abois, n'ont pas d'autre solution.

- Troisième remarque sur le monde qui nous attend : l'Europe va-t-elle disparaître ? Actuellement, l'Europe c'est l'euro. Une chose me rassure : le discours sur la Grèce.

Je dis à tous les gens que je rencontre d'acheter des bons du Trésor grec. Quelle est cette hargne à propos des Grecs ? Tout le monde est persuadé que l'on ne laissera pas tomber la Grèce. Il est de bon ton de venir dire : « L'Europe ne va pas si bien que cela ».

Il y a la queue pour rentrer dans l'euro. Les Islandais, qui étaient un modèle de dynamisme, se précipitent pour rejoindre l'euro. Souvenez-vous il y a dix ans, quand ils voulaient entrer dans l'Europe, ils avaient dit qu'ils ne rejoindraient pas l'euro parce qu'ils ne voulaient pas rejoindre ce club de « rastaquouères » puisqu'il y avait les Maltais, les Italiens, les Grecs dans l'euro. Il y en a maintenant du monde qui fait la queue pour être dans le cercle des « rastaquouères » parce que l'euro, cela marche ! L'euro, cela tient maintenant.

On parlait des alliances étranges Wall Street et autres. Je ne crois pas trop à ces alliances organisées. On parlait des agences de notation qui n'avaient rien vu venir. C'est rassurant. Ils se sont encore trompés une nouvelle fois. Je pense qu'il y a une espèce de hargne et d'angoisse, notamment dans l'organisation du monde, à travers l'idée que ce qui est en train de marcher, c'est la monnaie d'une zone géographique qui n'a pas d'Etat.

La force de l'euro, c'est qu'il n'y a pas d'Etat. La force de M. Trichet est qu'il fait une

politique monétaire. Je l'ai toujours défendu. Il fait une bonne politique monétaire parce qu'il n'y a pas d'Etat pour venir la lui conseiller.

M.Greenspan ne faisait pas une bonne politique monétaire parce qu'il était obligé de financer le déficit budgétaire de l'Etat fédéral qui n'arrêtait pas de baisser les impôts pour gagner des élections. L'Europe a donc une chance inouïe : il n'y a pas de parti communiste, il n'y a pas d'Etat. Il y a juste un banquier central. Mon message est : quelle bonne nouvelle !

* *Dernier ouvrage : « Le taureau face aux tigres », Pearson éducation*

Comment la Chine a piégé l'Occident

par Jean-Michel Quatrepoint*

Strictement fidèle à ses principes mercantilistes, initiatrice d'un modèle de capitalisme autoritaire qui la hisse au deuxième rang des grandes puissances de la planète, la Chine est le principal bénéficiaire d'un partenariat déséquilibré avec les Etats-Unis et l'Europe, estime Jean-Michel Quatrepoint, journaliste et essayiste.

Il y a près d'un siècle, Lénine avait fait une prédiction : "les capitalistes nous vendront jusqu'à la corde pour les pendre." Lénine est mort depuis belle lurette. L'URSS et, avec elle, l'idéologie communiste ont été ensevelies sous les décombres du mur de Berlin, et pour un peu, le marxisme ne serait plus qu'un de ces épouvantails, une sorte de croque-mitaine qu'on raconte aux enfants, le soir à la veillée, pour leur faire peur.

Tout ceci est vrai. Ou plutôt tout ceci était vrai, il y a quelques années, au début de ce millénaire. Car aujourd'hui, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, on peut se demander si le dernier parti communiste d'importance n'est pas en passe de réaliser la prophétie de Lénine. Cette situation résulte d'une alliance contre-nature, d'une alliance de circonstance, entre trois grands acteurs :

- Wall Street, qui incarne les multinationales et la finance ;
- Wal Mart, tête de proue de la grande distribution, plus grande entreprise du monde ;
- et troisième acteur, le PCC, le parti communiste chinois.

Cette alliance s'est nouée dans la plus grande discrétion au début des années 80. À l'occasion notamment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine. Les Etats-Unis de Ronald Reagan avaient alors un double objectif géopolitique et idéologique.

Il s'agissait de lutter tout à la fois contre l'URSS, le communisme, l'empire du mal. Et contre un Japon, qui fort de sa réussite industrielle, menaçait la puissance économique et technologique de l'Amérique. Un Japon qui utilisait une monnaie sous-évaluée pour engranger des recettes à l'exportation et qui avait pour ambition de devenir le leader du sud-est asiatique et de faire du yen une grande monnaie, à côté du dollar et de l'écu

européen.

Pour atteindre ces objectifs, les Américains vont s'appuyer sur un renouveau idéologique, à partir des travaux des économistes libéraux, l'école de Chicago. Avec une vision schumpetérienne. On revient aux sources du libéralisme, de son dynamisme. On casse les grands monopoles, les syndicats. On déréglemente. On libère l'économie de ses entraves. Les Etats-Unis vont également s'appuyer sur un "deal" avec la Chine :

- neutralité dans l'affrontement avec l'URSS ;
- coup de main pour étouffer dans l'œuf les désirs hégémoniques des Japonais.

En échange, Hong Kong retournerait à la Chine et allait servir de "sas" entre la Chine communiste et le monde capitaliste. Cela collait à la nouvelle stratégie élaborée par Deng Tsiao Ping, qui visait à conduire la Chine sur la voie de l'économie socialiste de marché.

Depuis le célèbre discours devant le congrès du PCC en 1978, la Chine n'a pas varié dans cette stratégie. Elle a un objectif : redevenir la première puissance mondiale qu'elle a été pendant de longs siècles ; prendre sa revanche par rapport à l'humiliation subie pendant un siècle, entre la guerre de l'opium et l'arrivée au pouvoir de Mao Tsé Toung. Pour atteindre son but, elle sait faire preuve de pragmatisme, tel le dragon qui ondule dans les rues dans les fêtes lors du nouvel an chinois.

Comprenez bien que la Chine est hyper-capitaliste dans le domaine économique. Un capitalisme sauvage. Où la coexistence de milliardaires à la morale flexible avec des centaines de millions de journaliers qui vendent leur force de travail – dans des conditions d'existence que l'on connaissait il y a un siècle en Occident – ne gênent pas outre mesure un parti communiste chinois, unique, bien sûr, qui tient le pays d'une main de fer. La Chine est donc communiste ou plutôt autoritaire, pour ne pas dire totalitaire, dans son organisation. Mais l'édifice tient aussi parce que les Chinois sont fiers d'appartenir à un grand pays, quelles que soient leurs places dans la société. Ils sont fiers d'être Chinois. La Chine est nationaliste. Il faut le savoir. Et ne pas être naïf.

Au moment des négociations sur Hong Kong, un deal monétaire s'est alors établi. Le dollar Hong Kong s'est indexé sur le dollar américain. Le yuan-reiminbi était inconvertible. Il l'est toujours. Mais d'une façon indirecte, les échanges transitant par Hong Kong, la monnaie chinoise se liait au dollar Hong Kong et ipso facto au dollar américain.

Cela voulait dire que la Chine basculait dans la zone dollar et que, du même coup, la zone yen était morte née. Les multinationales japonaises ne s'y sont pas trompées, puisqu'elles ont été les premières à se délocaliser en Chine pour profiter des bas coûts de main d'œuvre et de l'indexation monétaire sur le dollar.

Les Japonais iront à Canossa, lors des accords du Plaza en 1985. Les Américains les obligent à réévaluer fortement le yen. Le Japon va faire quelques autres erreurs de pilotage et implorer début 1990. Il ne s'en est jamais véritablement remis.

Ce lien monétaire entre la Chine et le dollar est le fil rouge pour comprendre cette alliance Wall Street – Wal Mart – PCC. Nous sommes alors, il y a une vingtaine d'années, dans le

Nirvana de la mondialisation heureuse. Les multinationales voient ce gigantesque marché chinois qui s'ouvre à l'économie de marché comme un eldorado. Elles commencent à vouloir s'implanter pour produire à destination des consommateurs locaux. Et là, l'organisation communiste leur fait comprendre que ce n'est pas comme cela que les choses vont se passer. On a besoin d'elles, de leur technologie, de leur savoir faire, mais elles vont produire, non pas pour les Chinois, sauf à la marge, mais à destination des marchés solvables... occidentaux, japonais et pour le monde entier.

La Chine leur offre sa main d'œuvre, entre vingt à trente fois moins chère qu'aux Etats-Unis ou qu'en Europe avec des entreprises qui peuvent exécuter les commandes dans l'instant, grâce à Internet. Tout ceci est archi-connu.

La grande distribution — Carrefour, Wal Mart – voient là le moyen de casser les prix et d'offrir aux consommateurs des produits moins chers, même s'ils sont de moins bonne qualité. On invente d'ailleurs de nouveaux concepts, l'obsolescence programmée. Bref on fait tourner la machine. Et la grande distribution fait pression sur ses fournisseurs pour qu'ils se délocalisent en Chine.

Un cercle vicieux, un cercle infernal se met alors peu à peu en place. Le capital délocalise là où c'est le moins cher, supprimant massivement des emplois en Occident où transformant des emplois à valeur ajoutée en emplois dits de service, sous qualifiés et souvent sous payés. L'Occident importe de plus en plus de produits "Made in China", creusant ses déficits. Mais au passage, les profits des multinationales, des financiers et de Wal Mart, eux, explosent. Grâce à l'ingénierie des « Mozart de la Finance », au laxisme des régulateurs, ces bénéficiaires sont démultipliés. C'est la parabole de la multiplication des pains. Le capitalisme pervers s'habitue à des taux de ROE (15 voire 20 %) démentiels obtenus à coups d'effets de levier et de dettes, qui permettent au passage aux financiers d'engranger des rémunérations indécentes. À côté du principe « toujours plus loin toujours moins cher », le capitalisme financier promeut le dogme du profit maximum dans le minimum de temps. Avec deux conséquences: le cynisme (la fin, c'est à dire le profit justifie les moyens) et l'absence de vision, de stratégie à long terme (plus d'investissements à long terme dont la rentabilité immédiate n'est pas évidente). Les multinationales préfèrent racheter leurs actions plutôt qu'investir, elles localisent leurs investissements productifs en Chine et dans les pays émergents ; elles négligent la recherche fondamentale, ne se préoccupent pas de l'environnement, etc. Cette alliance s'avère aujourd'hui un marché de dupes, lourd de conséquences pour les Occidentaux.

Illusions occidentales

À l'époque, et j'entends encore certaines voix reprendre cette antienne, on nous expliquait que le déficit commercial américain, et accessoirement le nôtre, n'avait pas d'importance, puisqu'il résultait pour une large part de l'importation de produits et de sous-ensembles conçus par des groupes américains ou occidentaux, dont les actionnaires étaient en Occident, et pour des marchés situés essentiellement en Occident.

Bref, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Aux Asiatiques, les usines tournevis, les produits de masse. Aux Occidentaux, à la Silicon Valley, l'innovation, le design, les nouvelles technologies, le marketing, etc. Et en plus, Wall Street et la City

construisaient une industrie financière destinée à prendre la place des industries manufacturières. Tout ceci correspondait à une part de réalité. Effectivement, la part de la finance, tout comme celle de la grande distribution, dans le PIB américain n'a cessé de grandir.

La finance représentait 21 % du PIB en 2008 et... 40 % de la totalité des profits des entreprises américaines, mais 6 % seulement des emplois. Des chiffres qui symbolisent l'évolution de ces trente dernières années.

Mais là où le bât blesse, c'est que cette part prépondérante de l'industrie financière a été acquise au prix d'un endettement massif. Car deux dates, deux événements majeurs vont intervenir au début du millénaire. Le 11 septembre, bien sûr, et ce même mois de 2001, l'entrée de la Chine dans l'OMC.

Pour répondre à l'attaque de Al Quaida sur les deux tours, symboles de la puissance américaine, les Etats Unis vont baisser – déjà – massivement les taux d'intérêt et relancer la course aux crédits. Prêter pour faire tourner la machine et emprunter pour faire également tourner la machine et montrer aux islamistes que l'Amérique sait rebondir, deviennent des devoirs patriotiques. La machine s'emballe donc. Le ménage américain s'endette, parce que son pouvoir d'achat réel n'est plus le même. Il s'endette pour acheter sa maison, y compris les plus pauvres, et des produits de consommation fabriqués en Chine. L'économie américaine est apparemment en croissance (3% en moyenne) mais elle détruit des emplois dans le secteur privé. Les recettes des Chinois s'envolent. Et une bonne partie est mise en réserve par la Banque Centrale de Chine qui les place en dollars, notamment en bons du Trésor américain.

Ce mécanisme est totalement pervers. L'Amérique – comme l'Europe – détruit ses emplois qualifiés ou les externalise ou les délocalise. On distribue du crédit aux populations pour leur donner l'illusion qu'elles ont encore du pouvoir d'achat. On finance la guerre en Irak, non par l'impôt mais par les dollars accumulés par les autres. Et grâce à l'OMC, les produits « Made in China » vendus sous les marques occidentales inondent les rayons des hypermarchés.

Les gagnants de la crise

La crise dite des subprimes était inéluctable. Mais seize mois après la faillite de Lehmann Brothers que constate-t-on ? Qui sont les gagnants de la crise ?

- Wall Street et les marchés financiers (+ 70 % depuis le 9 mars).
- Les très grandes banques qui ont éliminé quelques concurrents, bénéficié de l'argent gratuit des banques centrales pour prêter à des taux variant de 3,5 % à 25 %.

Les multinationales ont souffert à des degrés divers. Cela va de l'industrie automobile américaine, en faillite et nationalisée à d'autres groupes qui ont profité de la crise pour serrer encore plus les boulons, dégraisser, délocaliser. À l'image de ce que fait Wal-Mart qui continue d'augmenter ses parts de marché et renforce ses liens avec la Chine, en

réduisant au passage le nombre d'intermédiaires.

Enfin le grand gagnant, c'est notre PCC, c'est la Chine. Car, pendant la crise :

- elle a accru ses parts de marché aux Etats-Unis (19 %) ;
- ses exportations ont augmenté de 18 % en un an ;
- elle a injecté 585 milliards de dollars dans son économie, essentiellement pour développer des achats d'automobiles et accroître les capacités de production des usines. Ce qui permet de baisser les prix. Et comme depuis l'été 2008, le yuan s'est réindexé sur le dollar (Pékin avait timidement accepté une minime réévaluation de 15 % en 3 ans par rapport au dollar...), les produits chinois sont toujours compétitifs ;
- la Banque centrale continue d'engranger des réserves : 2 400 milliards de dollars aujourd'hui.

Bref, on pourrait énumérer tous les indicateurs qui montrent que la Chine sort renforcée de cette crise.

Il y a des signes qui ne trompent pas : la manière dont Barack Obama a été reçu à Pékin ; la manière dont la Chine a imposé ses vues à Copenhague. Alors de bons esprits veulent se rassurer, nous rassurer. On nous ressort l'idéologie du « win-win », gagnant-gagnant. On nous ressort l'idée que l'Occident doit se concentrer sur les nouvelles technologies, la finance.

Mais cette vision des choses pêche par plusieurs aspects :

- d'abord elle est méprisante par rapport aux Chinois ;
- ensuite, elle est naïve. Les Chinois, comme les Indiens, ont toutes les capacités intellectuelles pour développer de nouvelles technologies. Ils le font déjà. Ainsi, la Chine va développer avec l'aide d'une société californienne une centrale de 2 gigawatts. Dix fois plus que les plus grands des projets occidentaux. Un de leurs chercheurs vedettes en biologie moléculaire de Princeton a choisi, comme tant d'autres, de revenir vers sa mère patrie. À Berkeley, près des trois quarts des étudiants sont asiatiques. Et beaucoup des diplômés retournent en Chine.

Mercantilisme affiché

La Chine a vocation à tout produire et elle veut tout produire. Elle importe, elle achète parfois, elle copie souvent, les savoir-faire qu'elle n'a pas. Mais son objectif est bel et bien de produire des TGV, des centrales nucléaires, des avions pour son marché intérieur. Et, dans la foulée, de les exporter en cassant les prix.

Cette stratégie s'accompagne, comme l'ont fait les Etats-Unis et l'Europe au XIXe et au XXe siècles, d'une mainmise sur les matières premières que la Chine ne possède pas. Y compris maintenant sur les terres agricoles. Avec, là aussi, des méthodes qui rappellent celles des Occidentaux autrefois.

Enfin, cette stratégie mercantiliste qui s'appuie sur un système politique autoritaire,

s'appuie également sur un quadruple dumping :

- un dumping monétaire avec un yuan notoirement sous-évalué ;
- un dumping social avec un système de protection sociale balbutiant qui explique le taux d'épargne très élevé des ménages chinois ;
- un dumping environnemental, puisque pour schématiser, Pékin veut continuer à produire sans s'imposer des contraintes, mais en même temps met les bouchées doubles sur les énergies renouvelables. Pendant dix ans, je produis un maximum en polluant, mais les recettes que j'accumule me permettent d'investir dans les énergies du futur ;
- enfin, dernier dumping souvent oublié : celui sur le capital. Les entreprises chinoises sont inondées de crédit par un système bancaire étroitement contrôlé par le parti. D'où des surcapacités de production, qui pèsent sur la compétitivité des concurrents.

Alors certains nous prédisent aujourd'hui une implosion de la Chine, un krach, une hyperinflation. Les plus naïfs pensent qu'elle va se démocratiser très vite, grâce à Internet et adopter nos belles et bonnes valeurs occidentales. On peut toujours rêver. Cette crise a montré que la mondialisation, l'uniformisation des modèles et des valeurs n'est, pour le moment, qu'une utopie. Pour le moment, les nations sont toujours bien vivantes.

La Chine est une nation, et se vit comme une nation. L'Inde également. Le Brésil aussi, sans parler de la Russie. Chaque nation est le fruit d'une histoire et d'une culture, chacune étant éminemment respectable. Les Etats-Unis se vivent comme une nation. Le problème est qu'en Europe, la crise nous touche au milieu du gué. L'idée de nation s'estompe dans chaque pays d'Europe, mais il n'y a pas de nation européenne. Et donc pas de gouvernement européen.

Imparable logique stratégique

Alors, que va-t-il se passer ? La Chine va poursuivre méthodiquement une stratégie qui lui a si bien réussi. L'argent accumulé va lui servir à acheter de par le monde, les biens, les entreprises, les terres, les marchés et les hommes dont elle a besoin. Elle va continuer d'utiliser la cupidité des multinationales et du système financier pour vendre ses produits. Elle va mener une diplomatie visant à fédérer les pays émergents face aux anciens colonisateurs. Dans les instances internationales, elle fera un pas en avant et trois pas en arrière. Donnant l'impression de céder sur quelques points pour reprendre tout de suite le terrain apparemment abandonné. Elle va donner des leçons de libre échangeisme aux libéraux. Enfin, elle va peu à peu s'affirmer comme la puissance dominante de l'Asie – ce qui n'ira pas sans friction ni tension – en rendant un jour le yuan convertible et en en faisant la grande monnaie de la région, voire la grande monnaie mondiale.

Une politique monétaire qui pourrait s'accompagner d'une montée en puissance de la finance chinoise. Afin d'enlever à l'Occident l'un des derniers domaines où il est encore prépondérant.

Je n'ai pas parlé de l'armée chinoise, un des piliers du régime, qui n'est pas encore au niveau bien sûr de l'armée américaine, mais on a vu qu'en quelques années, les choses

pouvaient aller très vite. Et Pékin entend accroître les capacités de son outil de défense.

C'est donc un défi majeur qui est imposé à l'Occident, et je crains que tout le monde n'en soit pas totalement conscient. Il y a nos gentils libéraux qui ont pour les Chinois les yeux de Chimène, car ils veulent n'y voir que l'aspect économique, ce libéralisme apparemment sauvage, cet univers schumpetérien, où l'entrepreneur privé peut faire fortune très vite. En oubliant que le parti veille. En oubliant le protectionnisme qui protège les entreprises chinoises.

Il y a tous ceux qui ont dénoncé l'impérialisme américain et le colonialisme occidental, et qui voient dans la Chine la revanche du petit face au gros.

Reste qu'entre les deux, il y a ces centaines de millions de classes moyennes, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, ces classes moyennes qui sont les piliers de nos démocraties qui sont lentement mais sûrement paupérisés, et qui pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux-mêmes, avec un chômage de masse, avec un marché du travail fait de petits boulots, de temps partiel, qui pèsent, qui minent le moral des populations. Car la réalité de la mondialisation de ces trente dernières années, c'est un formidable transfert de richesses. D'abord, en Occident, vers ce qu'on a appelé les hyper riches, la finance, les grands managers. Et ensuite, au niveau mondial, des classes moyennes occidentales vers des classes moyennes qui émergent en Chine, au Brésil et dans quelques pays émergents. Tout ceci avait été masqué par les bulles boursières et, depuis l'an 2000, par l'endettement des ménages comme des États occidentaux.

Pour en revenir à la citation de Lénine, je ne pense pas que la Chine veuille pendre les capitalistes, mais je pense qu'elle a pris au lasso l'Europe, et encore plus les Etats-Unis, et qu'elle va lentement tirer sur le nœud coulant. Et il n'y aura guère que deux issues. Soit accepter de se laisser dompter. Soit couper la corde.

** Dernières publications : « La crise globale », essai, 2008 ; « La dernière bulle », essai, 2009 ; tous deux édités par Mille et une nuits*

La crise, le Congrès de Vienne et la cité radieuse...

par François Ewald

Au terme du débat sur le thème « Libéralisme occidental contre capitalisme oriental », François Ewald, essayiste et professeur au Conservatoire des arts et métiers, avait la tâche malaisée de faire la synthèse des discussions. Partant des positions très divergentes des intervenants, il allait prendre le parti du philosophe qui commence par dire qu'il ne sait rien, qu'il s'interroge sur le sens des mots et se sert de l'humour pour des thèses en présence...

En écoutant ces brillants orateurs, je constate que la « crise » n'a pas touché l'art de la conversation française du brillant requis dans un exercice français de conversation. Puisque nous sommes ici dans un salon du XVIIIe, je vous laisse le soin de choisir à quel moment

nous sommes.

Après avoir entendu des certitudes, le philosophe ne peut sortir de là qu'avec des doutes. Je suis dans la position, sans critique, d'avoir à poser des questions et de ne savoir qu'une chose : je ne sais pas.

On devrait réfléchir un peu aux catégories, à l'épistémologie qu'il y a derrière notre manière de décrire la crise économique et financière qui a éclaté il y a deux ans.

Nous considérons beaucoup de choses comme allant de soi, mais le premier souci que l'on devrait avoir face à cette crise - qui n'est pas la première ni la dernière - serait de nous interroger sur les mots que nous utilisons. Sont-ils adéquats ? Sont-ils utiles pour nous diriger ?

Le premier jeu de catégorie auquel nous avons assisté est : faut-il utiliser le mot « crise », c'est-à-dire faut-il supposer la rupture d'une « harmonie » ?

Si l'on suppose que le développement de l'économie est par nature chaotique, qu'il y a toujours des heureux et des malheureux, qu'il n'y a jamais d'harmonie et qu'il n'y en aura jamais, qu'est-ce donc alors que la « crise » ? La notion est très relative. Il n'y a que des crises mais il se trouve que certaines sont plus intenses que d'autres à certains moments.

La pensée des économistes suppose souvent - c'est un peu l'idée de l'économie politique - que si on laisse faire, l'harmonie est au bout du chemin. Mais faut-il rester fidèle à ce schéma ?

Vous en avez eu quelques formules ici. Vous avez vu la fin heureuse de Jean-Marc Daniel : tout va mal, il y a un méchant. Il sera puni. Là où l'on en sort bien, c'est là où il n'y a pas d'Etat et où, finalement, le marché peut fonctionner plus ou moins bien.

Si l'on abandonne le modèle de l'harmonie, on est confronté à d'autres jeux qui sont des jeux de pouvoir, des jeux de rapports de force. On peut avoir dans ce qui a été dit, dans ces jeux, différents types d'acteurs. Michel Guenaire a une vision plus heureuse que Jean-Michel Quatrepoint. Il est au congrès de Vienne. Les Etats reprennent la main. Ils vont négocier. On arrive finalement à s'accorder. Il nous promet pour bientôt une sainte alliance qui ne serait plus simplement européenne mais qui sera universelle. C'est le grand rêve d'Henri Kissinger : s'inspirer des compromis du Congrès de Vienne qui ont su maintenir jusqu'au XXe siècle les Etats européens dans une paix relative en marginalisant les guerres.

Michel Guenaire a repris et utilisé le thème de « l'équilibre ». Il a malgré tout introduit un peu de rapports de force, qui sont à fleuret moucheté entre les Etats. Il a dit : « Les régulations, c'est de la rigolade ». C'est une thèse. Socratiquement, je vous invite à la mettre en doute. Michel n'est pas spécialement un révolutionnaire, mais il a malgré tout une certaine nostalgie de la révolution et méprise la réforme.

Je ne suis pas sûr qu'il faille négliger comme cela le thème des régulations. Si vous considérez que ce qui compte et qui influe sur la nature des choses c'est l'existence d'un

système solidaire, alors le fait de modifier les régulations - c'est-à-dire les petits mécanismes de relations entre des acteurs - peut finir par infléchir les positions de domination. La « réforme » peut modifier les rapports dominants-dominés.

Pourquoi peut-on s'intéresser autant aujourd'hui au problème des bonus, au problème des régulations ? Parce que l'on peut avoir le sentiment que la clef d'un autre ordre n'est pas dans la macroéconomie, mais plutôt dans la microéconomie des relations de pouvoir.

En fin de compte, la « crise », c'est le moment où la distribution des pouvoirs est remise en cause. Certains vont perdre. D'autres vont gagner la bataille. L'enjeu est simple : qui va occuper les positions de force ? La thèse de Jean-Michel Quatrepoint est rude : dans toutes ces affaires, il n'y a que des rapports de force. Des appétits singuliers cherchent à dominer. Ces appétits peuvent être individuels - les financiers – mais les vrais maîtres du jeu sont des Etats.

Plusieurs parlent de revanche. Si nous disons que la période que nous vivons marque la fin de la période ouverte en 1492 par les grandes découvertes et le monde centré sur l'Europe. Si nous pensons que nous commençons à voir la revanche de la Chine - et je ne vois pas pourquoi cela se limiterait à la Chine ; quand vous parlez des puissances émergentes, ce sont souvent des pays que nous avons colonisés. Si donc la période dans laquelle nous entrons est celle de la revanche des pays colonisés sur ceux qui les ont exploités ou, comme dans le cas de la Chine, profondément humiliés, nous entrons dans une période où non seulement l'amélioration de relations économiques aura de l'importance, mais où se posera aussi la dimension politique des dominations et des dépendances.

Aurons-nous à vivre l'épreuve d'être dans un pays dont les décisions dépendront des autres ? Cela concerne bien sûr les décisions macroéconomiques, mais aussi beaucoup de choses plus larges qui conditionnent l'avenir de nos enfants.

Dans la vision « harmonique » de Xavier Lagarde, nos systèmes sociaux européens ont créé un individu unique. Il le prend par le côté sympathique. C'est l'individu libéré des besoins. C'étaient les objectifs de la guerre de 40 définis par Roosevelt.

Le paradoxe de cet individu est que sa liberté incontestable souffre d'une double difficulté :

- elle est totalement inconsciente, ignorante des solidarités qui la rendent possible. L'Etat-Providence prend en charge les prestations sans que l'on n'ait plus à s'en soucier ;
- dans un tel système, l'individu dépend en réalité totalement des autres. La conséquence est qu'il se sent extrêmement précaire, c'est-à-dire que sa liberté n'est en fait pas totalement assurée, qu'il y a un risque quelque part. Les individus sont libres mais ils ont conscience que leur liberté est vulnérable.

Je voudrais terminer en m'étonnant d'une chose : on a beaucoup parlé de « crise » dans le débat mais il n'a pas été question une seule fois de « catastrophe », un mot pourtant souvent employé dans le débat public.

De même, le mot « responsabilité » n'a pas été prononcé dans le débat.

Dans les visions qui nous sont proposées, soit il y a des acteurs, mais on nous explique qu'ils sont liés à des intérêts immédiats qui les rendent irresponsables, soit on nous propose des descriptions de type juridique ou économique, mais qui sont des mécanismes un peu abstraits où, précisément, la responsabilité des acteurs est absente.

On peut même aller jusqu'à suggérer que la crise actuelle trouve son origine dans l'immense absence de responsabilité d'acteurs-clé qui nous promettaient que l'on pouvait compter sur eux, qu'ils répondaient de nous. Ils ont trahi leurs promesses.

Libéralisme occidental contre capitalisme oriental : catastrophe et harmonie

par Michel Rouger

La conclusion de François Ewald, synthèse des interventions qui nourrissent cette édition de la Lettre Pres@je.Com, fait appel à deux mots et aux concepts qu'ils inspirent pour caractériser le moment que nous vivons au sortir de la crise de 2008-2009 : « catastrophe » et « harmonie » .

Le premier, « catastrophe », a peu évolué dans le temps de l'Histoire. Il décrit une rupture brutale, génératrice de malheurs dans le temps et dans l'espace.

Le second, « harmonie », a connu de nombreuses évolutions et a été perçu de manière différente au gré de l'histoire des hommes, de la manière dont ils ont vécu, dont ils ont créé, inventé, construit, cherché à organiser la vie sur terre. La théorie de la relativité du grand Einstein a introduit ce concept d'harmonie entre le temps et l'espace, jusqu'alors domaine réservé à l'Histoire, l'harmonie étant l'antithèse des catastrophes qui la jalonnent.

L'intérêt de voir apparaître ces deux mots, « harmonie » et « catastrophe » dans un débat qui s'est voulu prospectif sur les relations futures entre grandes puissances, est de proposer une nouvelle lecture de ces concepts à la lumière des confrontations qui nous attendent au cours de la décennie 2010-2020. Il faut alors faire référence à deux critères familiers aux juristes : l'absolu et le relatif.

La catastrophe « absolue » est d'ordre naturel. Elle est susceptible de faire basculer les relations que l'homme entretient avec la planète sur laquelle il vit. De temps immémoriaux – les dinosaures –, aucune espèce dominante n'a connu de catastrophe globalisée. Seules des ruptures locales ont provoqué et provoquent encore de grands malheurs limités dans l'espace. Haïti après combien d'autres. Certes, de nombreuses voix expriment, plus ou moins fort, les grandes peurs de l'an 2000, comme un millénaire plus tôt, mais rien ne permet de redouter – une malgré tout possible – catastrophe absolue pour la décennie qui commence.

La catastrophe « relative » est d'ordre humain. Elle crée une rupture dans un dispositif

visant à assurer le fonctionnement « harmonieux » de la société. La faillite de la banque Lehmann en fut une, la première globalisée, bien au-delà des faillites de 1929, limitées à l'Occident dans leurs conséquences.

La question ouverte au cours de ce débat du 18 janvier – un débat voulu pour permettre qu'elle soit posée – est double :

- La confrontation globale entre la puissance chinoise conquérante, face à l'Occident assoupi dans les délices trompeurs de Wall Street et le Capoue de la Pax Americana, peut-elle entraîner des catastrophes relatives globales ?
- Cette confrontation guidera-t-elle vers une « harmonie » renouvelée au terme d'un nouvel agencement des relations entre des nations soudainement saisies par la crainte d'une catastrophe absolue ?

L'affaire Google et les attaques des hackers chinois contre des sites américains protégés conduisent à répondre oui à la première question. Le sommet de Copenhague pousse à répondre oui à la deuxième. Face à ces prémisses, PRESAGE s'attachera à comprendre les prémices de cette décennie 2010-2020.

Le billet de Jacques Barraux

La Chine et la ronde des « économies-mondes »

Tantôt l'avantage à l'un. Tantôt l'avantage à l'autre. Entre l'Orient et l'Occident, l'Histoire est un éternel balancement entre le leadership de l'un et le désenchantement de l'autre (et réciproquement). Nous voici aujourd'hui dans le temps de l'Asie. La Chine surtout, envahit l'espace des tribunes, des écrans et des marchés. Evitons tout à la fois l'idolâtrie et le dénigrement. Mieux vaut connaître ses points forts. Et préparer le prochain retour du balancier.

La carte des puissances dans le monde n'est pas figée. Elle est en continuelle transformation. En s'affranchissant peu à peu de la vision eurocentriste de l'histoire économique, les Occidentaux prennent aujourd'hui conscience de deux réalités qui se rapportent à la Chine.

1 - Il n'a pas fallu attendre l'invention d'internet et de l'avion à réaction pour comprendre que la planète Terre était aussi petite que ronde.

La mondialisation a commencé avec l'histoire du monde. De Fernand Braudel à Immanuel Wallerstein, tous les théoriciens des « économies-mondes » décrivent l'histoire économique comme un jeu d'influences et de compétitions entre des cités-phares reliées par des diasporas de commerçants « longue distance » ayant jeté leurs filets entre l'Orient et l'Occident. Venise, Anvers, Amsterdam, Londres, New-York, Tokyo, Canton, Shanghai : l'ascension ou le déclin de ces « économies-mondes » conditionne le destin des Etats ou des Empires qui les abritent. Et c'est ce jeu perpétuel d'aller-retour – commerce, technologie – entre l'Orient et l'Occident qui structure l'économie mondiale depuis des

millénaires. Au milieu du XVIII^{ème} siècle, au moment où Adam Smith écrivait « la Richesse des Nations », on estimait que « l'économie-monde » dominante de l'Occident – les Pays-Bas avec Amsterdam – était moins performante que celle du delta de la rivière des Perles, en Asie du sud. Or cette région est aujourd'hui au cœur de la croissance chinoise : elle abrite des villes qui s'appellent entre autres Canton (Guangzhou), Shenzhen et Hong-Kong ... La grande parenthèse de la puissance économique réelle de la Chine aura donc finalement été assez brève. Elle ne remonte pas à la Renaissance, mais tout au plus au milieu du XIX^{ème} siècle pour se refermer cent ans plus tard.

2 - A l'heure où le monde entre dans une nouvelle phase de développement industriel et scientifique - croissance verte, économie numérique, révolution de la santé - il est impossible d'ignorer que la Chine a été le moteur mondial de l'innovation depuis le néolithique.

Le sinologue britannique – et historien des sciences - Joseph Needham et son équipe y ont consacré 24 volumes ! La charrue, le harnais de trait, la manivelle, la brouette (qui a mis 13 siècles à arriver en Europe), la porcelaine, le papier, le gouvernail, la poudre... autant d'inventions qui témoignent d'une culture favorable à l'intelligence pratique (réponses concrètes aux dilemmes de la vie sur terre ; croisement d'expériences favorisant l'éclosion de solutions innovantes). L'Occident a attendu le Moyen Age pour relever le défi de la technologie mise au service de l'agriculture, des transports, de la santé ou de la guerre. Quelques siècles plus tard, il réussira à conquérir un double leadership dans les sciences et dans la technologie. Voici revenu le temps du duel des intelligences entre zone Atlantique et zone Pacifique. Les deux coalitions sont déjà presque à égalité. L'issue du rapport de force reste ouverte. L'Europe et l'Amérique ne partent pas battues dans la compétition qui s'annonce. L'idolâtrie du modèle chinois en 2010 est aussi déplacée que celle du modèle japonais en 1980. Il n'empêche. Si les Occidentaux ne veulent pas subir l'humiliation du déclassement, ils doivent réveiller au plus vite leur imagination créatrice. Le destin des enfants nés avec le siècle se joue dans la décennie 2010-2020. Ils sont déjà dans leur dernière année d'école primaire...

Innover d'abord, normer après

par Albert MERLIN

Comment rebondir après la crise économique et financière ? Le débat public en France tourne une fois de plus autour du retour de l'Etat et des régulations autoritaires. Rien de tel pour couper l'envie de créer et d'entreprendre, regrette Albert Merlin, vice-président de l'institut Presaje.

L'après-crise à peine amorcé, une fois de plus nous voilà partis pour tout faire à l'envers. Quand on sort d'un tel tsunami, quelle devrait-être la préoccupation première ? Avant tout, le décryptage des ressorts de la croissance, la nouvelle configuration des marchés, l'émergence de nouvelles formes de concurrence, les produits en gestation et leur commercialisation. Cela porte un nom, ou plutôt deux : innovation, imagination.

Ce n'est pas exactement ce que l'on voit ou ce que l'on entend. Le discours dominant porte sur la recherche de nouvelles normes, sur la nécessité de régulations plus étroites, et plus généralement du fameux « retour de l'Etat », censé remédier aux regrettables défaillances du marché. Est-ce là, vraiment, ce qu'il faut mettre en tête de notre feuille de route ?

Encore l'Etat ?

D'où vient ce « retour en amour » de l'Etat, alors qu'on pouvait penser que les Français avaient donné l'impression de s'être enfin convertis à l'économie de marché ? Tout vient, évidemment, du réquisitoire selon lequel la crise aurait amplement démontré l'inefficacité du système libéral : alors qu'à l'inverse, une bonne partie de ladite crise apparaît maintenant comme le résultat des défaillances (voire de l'inconscience) des régulateurs publics !

Mais il y a plus. Aux yeux des « Etatolâtres », il nous faut un Etat plus ambitieux qu'antérieurement : l'Etat devrait faire plus. D'abord à cause de la montée inéluctable des besoins sociaux, qu'il s'agisse de panser les blessures consécutives à la crise, ou plus simplement des données démographiques. Et d'énumérer les besoins de santé, la « facture » des retraites, les réformes universitaires, les dépenses de solidarité liées à la dépendance... Gare ! Depuis quand est-il écrit dans les astres que tous ces besoins doivent être dans tous les cas couverts par l'Etat-providence ? Pourquoi une bonne part de ces dépenses ne pourraient-elles pas repasser au secteur privé ou associatif ?

Faut-il évoquer, de surcroît, le retour en grâce du vieux concept de « politique industrielle », dont les échecs et les gaspillages, pas si lointains, devraient tout de même nous inciter à la prudence ?

Invincible virus

On nous dira : vous oubliez les entreprises, qui, elles, sont par nature innovatrices. C'est exact. Sauf que lorsqu'on vit dans un pays où les politiques et les médias parlent principalement de normes et de régulations, où l' « institutionnel » paraît l'emporter sur le souci de créativité, cela ne peut pas être sans effet sur la psychologie des décideurs. L'innovation n'est certes pas absente du discours patronal, mais y a-t-elle toute sa place ? Fréquemment interpellées sur leur rôle dans la société, les entreprises passent beaucoup de temps à s'expliquer, à se justifier : sur les problèmes sociaux, environnementaux, voire politiques. Ce qui est autant de temps en moins pour l'accomplissement de leur fonction première : créer, inventer, innover, imaginer.

Pour couronner le tout, on se méprend souvent sur les ingrédients de l'innovation. Le facteur décisif en la matière, contrairement à une idée répandue, n'est pas l'argent, mais le capital humain et sa formation. Deuxième erreur (et ceci explique cela) : la conviction qu'il faut gagner la course aux aides publiques. Toujours le même virus ! Or, nous explique Jean-Claude Payer dans la revue Sociétal, « nous inventons tous les ans de nouvelles procédures...Et pendant que nous perdons du temps à choisir de quel ministère vont relever les aides, les Américains, les Allemands et les Japonais... boostent leur recherche et brevettent à tour de bras. »

Tout ceci fait que nous sommes loin du discours mobilisateur que devrait susciter la préparation de l'après-crise : un discours où soufflerait vraiment l'esprit de conquête, où l'on nous parlerait d'autre chose que de normes. Celles-ci sont certes indispensables, mais où a-t-on vu qu'elles pouvaient être créatrices de richesses ? Existe-t-il un régiment qui ait gagné une bataille grâce à l'excellence de son règlement intérieur ? Visiblement, on sous-estime l'ampleur des chamboulements qui vont affecter les usines, les labos, les métiers, et l'effort d'anticipation à accomplir.

Comment accélérer la prise de conscience qui s'impose ? En remettant tout simplement les choses à l'endroit : le développement d'abord, la norme ensuite.

PRES@ JE.COM

Une publication de l'association PRESAJE
(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)
Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris
Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : contact@presaje.com - www.presaje.com
Directeur de la publication : Michel Rouger